

1987^e séance

Jeudi 4 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.1987

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*suite*) [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9095, A/9139, A/9177, A/C.3/L.1995] :

a) **Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale** (*suite*) [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9177, A/C.3/L.1995]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*fin*)

1. M. ALFONSO (Cuba) souligne l'importance capitale que sa délégation attache à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Parmi les nombreuses résolutions adoptées au cours des années à l'Organisation des Nations Unies au sujet de cette question, il convient de noter la résolution 2919 (XXVII) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a décidé de faire coïncider la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale avec la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette décision est révélatrice, car elle montre l'amplitude et la gravité du problème aussi bien que la volonté de le résoudre.

2. Cuba est partie aux instruments multilatéraux adoptés par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, en particulier à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et en conséquence a appuyé pleinement les résolutions adoptées sur la question par les organismes des Nations Unies et par les organisations non gouvernementales. De plus, Cuba n'a pas négligé l'occasion de dénoncer dans les tribunes internationales les plus diverses les pratiques du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, tant en ce qui concerne les atrocités commises par les régimes de Pretoria, de Salisbury et de Lisbonne contre les populations africaines autochtones d'Afrique du Sud, de Namibie, du Zimbabwe, d'Angola, du Mozambique et de ce qui est maintenant la République de Guinée-Bissau, que le Gouvernement cubain vient de reconnaître sans réserve, qu'en ce qui concerne les fedayin palestiniens qui ont été contraints d'abandonner leurs terres ancestrales ou qui souffrent de pratiques discriminatoires sur le sol de la patrie arabe occupé militairement à la suite d'une guerre d'agression. Dans un esprit de solidarité, Cuba a également parlé et agi pour l'Indien, le Noir, le Chicano, l'Asiatique, le Portoricain et en général pour toutes les minorités raciales qui, aux Etats-Unis, connaissent le fameux mode de vie américain pour en avoir souffert personnellement. M. Alfonso n'oublie pas non plus l'Indien d'Amérique qui, dans de nombreux pays du continent, se voit refuser par la société jusqu'à la possibilité de vivre en paix en marge de celle-ci. Aujourd'hui, il pense aussi tout particulièrement à tous les Latino-Américains qui, au

Chili, subissent la répression la plus honteuse aux mains des forces armées putschistes qui ont renversé le gouvernement légitimement constitué.

3. Cet état de choses renforce la délégation cubaine dans la conviction qu'il est indispensable de prendre, sur le plan international, des mesures énergiques pour combattre les véritables causes de ce fléau. Tant que subsisteront l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, il faudra assister à ces violations scandaleuses des droits fondamentaux des peuples. La Décennie qui doit s'ouvrir prochainement constitue un autre moyen de lutte qui peut et doit servir à atteindre cet objectif à long terme.

4. En ce qui concerne le projet de programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/9094, annexe I), la délégation cubaine appuie pleinement les buts et les objectifs de la Décennie tels qu'ils sont décrits aux paragraphes 8 et 9. Par ailleurs elle soutient tout à fait les propositions relatives aux mesures à prendre au niveau national exposées au paragraphe 12 du projet de programme et estime qu'il s'agit là de la moindre des choses à faire. En outre, elle fait observer avec satisfaction que Cuba, tant dans sa législation nationale que dans la pratique, est fidèle à la lettre et à l'esprit dudit paragraphe. Il est évident que le racisme et la discrimination raciale ne peuvent être éliminés par décret; il faut également que les structures économiques, sociales et politiques garantissent à tous les citoyens la possibilité de jouir de tous les avantages qui leur sont offerts au cours de leur vie. Avant 1959, à Cuba, la discrimination raciale était condamnée dans tous les instruments juridiques en vigueur. Mais il y régnait la plus hypocrite et la plus subtile — et parfois la plus grossière — des formes de discrimination, à savoir que toutes les catégories de la population ne pouvaient pas bénéficier des mêmes avantages économiques, et en conséquence, des rares moyens d'éducation existants. Ce n'est qu'en établissant les bases d'une nouvelle société que l'on a extirpé pour toujours les racines de ce mal.

5. Il est possible que ces propos fassent de Cuba l'un des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui, selon la délégation des Etats-Unis, signalent les malheurs d'autrui tout en oubliant les leurs. Après avoir reconnu scrupuleusement les carences existant encore dans ce domaine dans son pays, la délégation des Etats-Unis s'est permis de faire une description de la terrible réalité observée dans d'autres pays par des personnalités américaines connues qui ont lutté pour éliminer la discrimination raciale dans leur propre pays. Il faut souligner le ton de cette intervention car il révèle une tendance qui, dans la pratique, peut servir d'écran pour cacher les véritables fins de la Décennie et orienter les activités vers des buts fort différents de ceux que la majorité des gouvernements poursuivent. Il aurait été plus utile au représentant des Etats-Unis d'analyser, même de façon sommaire, les causes de la faim et de la misère que ses compatriotes ont observées dans

beaucoup de pays et de rechercher dans quelle mesure les intérêts du gouvernement et des sociétés transnationales de son pays étaient responsables d'un état de choses qui, semble-t-il, le préoccupe tant.

6. Les mesures envisagées au paragraphe 13 du programme qui seraient entreprises à l'échelon régional et international revêtent une importance particulière. Il est évident pour l'opinion publique internationale que l'aide politique, économique et militaire des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est directement responsable de la persistance du racisme et de la discrimination raciale en Afrique australe. De même, la protection des investissements étrangers dans cette région exige que ces pratiques se perpétuent et que ces régimes soient renforcés sur le plan militaire. La délégation cubaine juge particulièrement important l'alinéa e du paragraphe 13 relatif à l'appui et à l'assistance à donner aux mouvements de libération qui luttent contre le racisme. Le Gouvernement révolutionnaire cubain a l'intention de continuer à prêter son aide fraternelle à ces mouvements de la façon qu'il jugera la plus efficace. Il importe également de renforcer l'ensemble des instruments juridiques qui condamnent le racisme et la discrimination raciale et la délégation cubaine estime que l'adoption d'une convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* constituerait un élément remarquable du programme de la Décennie.

7. En ce qui concerne les mesures à prendre dans le cadre de l'ONU, la délégation cubaine appuie l'idée d'organiser une conférence mondiale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale au début de la deuxième moitié de la Décennie. La participation des mouvements de libération nationale à cette conférence contribuerait pour beaucoup au succès de ses travaux. Quant aux séminaires, colloques et travaux de recherche envisagés, il faut adopter des mesures appropriées pour éviter que les activités se réduisent à des travaux théoriques sans portée pratique et pour ne pas aggraver la situation financière de l'Organisation des Nations Unies en embauchant inutilement du personnel sans avoir utilisé au maximum, comme le demande le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les ressources en personnel dont dispose déjà la Division des droits de l'homme.

8. Quant au mécanisme de contrôle et d'évaluation de la Décennie envisagé au paragraphe 18 du projet de programme, la délégation cubaine estime que la création à cette fin d'un comité spécial de l'Assemblée générale présenterait de grands désavantages tant du point de vue opérationnel que financier. Si l'on tient compte de l'augmentation des membres du Conseil économique et social et du parti que l'on peut tirer des possibilités offertes par cet organe, il semble raisonnable de rechercher une solution dans le cadre même de cet organe très important de l'Organisation des Nations Unies.

9. M. KARASSIMEONOV (Bulgarie) dit que si la question relative à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale est la première question à l'ordre du jour de la Commission, cela prouve l'importance que lui accorde l'Organisation des Nations Unies. La Constitution bulgare, comme les constitutions de tous les autres pays socialistes, condamne toutes les pratiques de discrimination raciale. La Bulgarie a toujours appuyé la lutte légitime des

mouvements de libération nationale contre les régimes colonialistes et fascistes. La Bulgarie a été l'un des premiers pays à signer les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, à participer activement à l'élaboration du projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (A/9095, annexe), et à formuler diverses suggestions qui ont été bien accueillies par l'Assemblée générale et la Commission. La délégation bulgare estime que la situation politique actuelle est favorable à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

10. A la session précédente, la délégation bulgare a appuyé en principe le projet de programme pour la Décennie (A/9094, annexe I); aussi se félicite-t-elle que la Commission en soit actuellement saisie. Il y a lieu d'espérer que l'action collective des Nations Unies incitera toutes les nations à adopter des mesures visant à éliminer ce fléau et à liquider les régimes racistes. Dans les résolutions et décisions adoptées antérieurement par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité, la nature éventuelle de ces mesures a été indiquée. Il est certain que l'application des dispositions visant à isoler les régimes racistes et colonialistes contribuera effectivement à les éliminer, bien que les relations commerciales que certains pays maintiennent avec eux constituent une forme d'appui à ces régimes. D'une manière générale, le projet de programme pour la Décennie constitue un élément marquant des activités de l'ONU.

11. La délégation bulgare estime que la tâche consistant à assurer la coordination des activités entreprises dans le cadre de la Décennie doit incomber au Conseil économique et social, qui dispose des moyens et de l'expérience nécessaires pour la mener à bien. Elle appuie pleinement les délégations qui ont fait observer que le fait que les régimes racistes persistent dans leurs activités ne doit pas être un motif de découragement et elle est convaincue que l'action internationale menée contre la discrimination raciale ménagera des possibilités favorables aux mouvements de libération nationale.

12. M. COSTA COUTO (Brésil), répondant à une question posée par le représentant de la Zambie à la 1986^{ème} séance, se félicite de l'intérêt que suscite l'expérience concluante menée par son pays en matière de relations raciales et se réfère à des interventions précédentes de la délégation brésilienne à l'Assemblée générale et à la Troisième Commission, au cours desquelles celle-ci a décrit les origines historiques du Brésil, le fondement multiracial de sa société et l'absence de préjugés fondés sur la race dans le territoire brésilien.

13. A la 2124^{ème} séance plénière de l'Assemblée générale, lors de la présente session, le Ministre des relations extérieures du Brésil s'est adressé au Président de l'Assemblée en ces termes :

“En tant que Latino-Américain, je sais combien vos talents personnels sont éminemment représentatifs de la longue lignée d'hommes d'Etat et d'internationalistes qui ont édifié le patrimoine culturel et politique de notre continent. Les réalisations historiques de ces hommes d'Etat et de ces dirigeants reflétaient les origines culturelles communes de l'Ibérie — exploratrice des mers et des continents, semeuse de civilisations nouvelles, héritière des cultures méditerranéennes et leur propagatrice — cette Ibérie lusitano-hispanique qui s'est mêlée aux races

aborigènes de l'Amérique et a acquis une nouvelle dimension grâce à l'apport du sang et des valeurs culturelles africaines, comme le prouve mon pays, le Brésil, où toutes les influences se sont amalgamées, ce qui a fait du Brésil, pour cette raison même, un pays éminemment latino-américain, partie intégrante essentielle du monde latino-américain."

Le Brésil s'enorgueillit de ses origines mais, sur le plan individuel, ce qui compte pour le peuple brésilien ce n'est ni l'origine ni l'ascendance, mais la valeur personnelle de chacun.

14. M. KABINGA (Zambie), exerçant son droit de réponse, remercie le représentant du Brésil de ses paroles qui prouvent que l'analyse faite par le représentant du Portugal à la séance précédente ne repose sur aucun fondement.

15. M. HOLGER (Chili), usant de son droit de réponse, rejette de la façon la plus catégorique les opinions du représentant de Cuba, qui sont sans rapport avec la question à l'examen et constituent une ingérence gratuite dans les affaires intérieures du Chili. La délégation chilienne appuie le projet de programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale — appui conforme à la politique du Gouvernement chilien qui, de par ses traditions, a toujours respecté les droits de l'homme — et condamne énergiquement toutes les pratiques racistes et la discrimination raciale, en particulier celles que l'on relève dans les pays africains.

16. M. ALFONSO (Cuba), usant de son droit de réponse, dit que le représentant du Chili a avancé dans son intervention quatre arguments : premièrement, il a rejeté les affirmations du représentant de Cuba; deuxièmement, il a déclaré que celles-ci n'avaient pas de rapport avec la question actuellement à l'examen; troisièmement, il a affirmé qu'elles constituaient une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du Chili; enfin, il a réaffirmé que le Gouvernement chilien respecte traditionnellement les droits de l'homme.

17. En ce qui concerne le premier de ces arguments, les faits sont éloquents : le soulèvement des forces armées qui a amené la chute du gouvernement légitime du Chili est un fait bien connu, de même que la fin tragique du président Allende, et la répression menée

actuellement contre les Latino-Américains est un fait mentionné à maintes reprises par la presse internationale.

18. Quant à l'absence de rapport entre les observations de la délégation cubaine et la question à l'examen, celle-ci affirme que la persécution dont les étrangers sont l'objet, en particulier les Latino-Américains qui s'étaient réfugiés au Chili, est un exemple flagrant de discrimination fondée sur l'origine nationale; elle cite à l'appui de ses affirmations l'alinéa *e* du paragraphe 3 et l'alinéa *a* du paragraphe 6, ainsi que le paragraphe 8 de l'annexe I du document A/9094.

19. L'argument selon lequel les affirmations du représentant de Cuba constitueraient une ingérence dans les affaires intérieures du Chili est identique à celui avancé par le représentant de l'Afrique du Sud lorsqu'on examine la question de l'*apartheid*.

20. Enfin, la délégation cubaine est la première à reconnaître que le Gouvernement chilien légitimement constitué se distinguait par son respect scrupuleux des droits de l'homme mais, malheureusement, on ne pourra dorénavant en dire de même.

21. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) se félicite des consultations officieuses en cours qui paraissent devoir aboutir à un accord. A son avis, il devrait être tenu compte des suggestions formulées par certains Etats, et figurant dans le document A/9094, au moment où seront mis au point les amendements au projet de programme pour la Décennie, ce qui permettrait d'économiser beaucoup de temps.

22. Le PRÉSIDENT dit qu'il n'y a plus d'orateurs inscrits ni de représentants souhaitant faire usage de leur droit de réponse; il propose de lever la séance. Le Président suggère également de fixer au vendredi 5 octobre à 10 h 30 la date limite de présentation des propositions concernant la question à l'étude en vue d'éviter toute source de conflits.

Il en est ainsi décidé.

23. Le PRÉSIDENT déclare que toute suggestion devra être présentée sous forme d'amendement formel au projet de programme.

La séance est levée à 16 h 15.